



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°3 – du 21 au 27 janvier 2022

En bref

- Aviva Investors [appelle](#) les dirigeants des 1500 entreprises dans lesquelles elle investit à publier des plans d'actions sur des enjeux comme la crise climatique, la perte de biodiversité et les droits de l'homme.
- D'après les données de Barclaycard, environ neuf transactions par carte sur dix en 2021 étaient réalisées sans contact.
- Lord Agnew, ministre chargé de la lutte contre la fraude au Trésor, a démissionné le 24 janvier, au motif de désaccord en matière de lutte contre la fraude dans le cadre du programme de prêts garantis

LE CHIFFRE À RETENIR

95%

La probabilité d'une nouvelle hausse de 25 pb du taux directeur de la BoE, selon les marchés.

mis en place pendant la pandémie.

- La banque Citi va entreprendre une rénovation de trois ans de son siège londonien à Canary Wharf, pour un coût de plus de 100 millions de livres.
- La ministre des affaires étrangères et le gouverneur de l'Australie méridionale lancent un programme pour renforcer les liens entre les industries britannique et australienne dans les secteurs du spatial, de la

cyber sécurité et des technologies vertes.

❖ Actualité macro-économique

La commission des finances de la chambre des Communes souligne le rôle inflationniste du dernier budget – Le dernier [rapport](#) budgétaire du parlement britannique note en particulier que le policy-mix retenu par le Chancelier dans son dernier projet de loi de finances va contribuer à la dynamique inflationniste au Royaume-Uni. Le rapport mentionne notamment l'augmentation de 1,25% des contributions sociales en avril 2022 et les augmentations des crédits (en termes réels) pour l'ensemble des départements ministériels actées dans la Revue des dépenses pluriannuelle.

Les indicateurs PMI de janvier sont en baisse, suggérant que le variant Omicron a continué de peser sur l'activité – Le PMI composite de l'institut Markit/CIPS est tombé à 53,4 en janvier, contre 53,6 en décembre, en dessous du consensus (54), mais toujours en territoire d'expansion. Le PMI des services a baissé à 53,3, contre 53,6, en dessous du consensus (54). L'indice PMI de l'industrie manufacturière, quant à lui, est passé de 57,9 à 56,9, en dessous du consensus (57,6). A contrario, l'indice des nouvelles commandes de l'enquête sur les services est passé de 53,6 à 56,5, et les entreprises ont été plus optimistes quant aux perspectives de croissance de la demande depuis août. En outre, les données en temps quasi réel montrent que l'activité a commencé à se redresser au cours du mois

de janvier. Enfin, les pressions inflationnistes sont intenses ; l'indice des prix facturés du PMI des services a atteint 62,3 en janvier, contre 60,1 en décembre, et n'est que légèrement inférieur au précédent record de novembre. Par conséquent, le Comité de Politique Monétaire de la Banque d'Angleterre qui se tiendra la semaine prochaine pourrait être obligé de relever à nouveau les taux (0,25% depuis décembre) afin de tenter de contenir les pressions sur les prix et d'ancrer les anticipations d'inflation.

❖ Actualité commerce & investissement

Un [rapport](#) du think-tank UK in a Changing Europe examine les conséquences économiques du vote en faveur du Brexit – Bien que la sortie du Royaume-Uni de l'UE ait été effective en janvier 2021, les conséquences immédiates du Brexit ont été perceptibles consécutivement au résultat du référendum en juin 2016, notamment sur les marchés avec une dépréciation rapide de la valeur de la livre sterling. Par conséquent, cette chute a engendré une augmentation des coûts sur les importations de biens intermédiaires et finis par les entreprises britanniques. Alors que le Royaume-Uni détenait le taux de croissance le plus élevé du G7 en 2015, sa croissance a nettement faibli au cours des deux années suivantes reflétant une baisse de la consommation et de l'investissement. S'agissant du commerce

entre le Royaume-Uni et le marché unique, les effets immédiats sont moins perceptibles témoignant d'une certaine stabilité entre 2016 et le début de la pandémie Covid-19. De fait, les effets sur le commerce ne se sont particulièrement illustrés qu'en janvier 2021 avec une chute marquée des échanges liés aux effets de stockage et à l'incertitude du « no deal » fin 2021. Les effets conjugués du Brexit et de la pandémie Covid-19 ne permettent pas à ce stade de distinguer finement d'éventuels changements structurels sur les échanges.

Les négociations sur le Protocole Nord-Irlandais se déroulent dans une « atmosphère constructive » – Lundi dernier, la ministre britannique des affaires étrangères, en charge des négociations, Liz Truss et le vice-président de la Commission européenne Maros Sefcovic se sont rencontrés à Bruxelles pour la deuxième fois depuis la démission du négociateur britannique David Frost en décembre dernier. Les discussions devraient s'intensifier dans les prochaines semaines en vue de trouver un accord d'ici la fin février.

Un rapport du think-tank Resolution Foundation sur la stratégie commerciale britannique dans l'Indopacifique estime que seul l'accord de libre-échange avec l'Inde pourrait bénéficier substantiellement aux exportateurs britanniques – Le marché indien étant encore relativement fermé, une libéralisation tarifaire pourrait stimuler l'industrie manufacturière et les fournisseurs de services britanniques sur le court terme au regard de la demande croissante indienne. En l'état actuel, les échanges entre l'Inde et le Royaume-Uni ne représentent que 1,6% du commerce britannique en raison des nombreux obstacles au commerce (tarifs s'élevant à 19% en moyenne). Néanmoins, sur le long-terme, les fournisseurs de services britanniques

pourraient être exposés à une concurrence croissante en raison du faible coût de la main d'œuvre indienne qualifiée. Le rapport préconise, ainsi, d'éviter un « choc » similaire à celui observé par l'industrie manufacturière américaine concurrencée par la Chine. A l'inverse, le rapport estime qu'une adhésion britannique au CPTPP engendrerait des bénéfices moindres compte tenu de la libéralisation déjà accrue acquise aux exportateurs britanniques par le biais des accords bilatéraux de libre-échange en vigueur avec la plupart des membres du CPTPP.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

La Financial Conduct Authority (FCA) souhaite mieux protéger les consommateurs de pratiques désavantageuses de la part d'entreprises cherchant à limiter leurs responsabilités – La FCA a déclaré qu'elle constatait une augmentation du nombre d'entreprises élaborant des propositions contractuelles ou compromissaires visant, sur le fondement du droit des sociétés et du régime des faillites, à limiter leurs responsabilités vis-à-vis de leurs clients. La consultation lancée par la FCA jusqu'au premier mars pourrait déboucher sur des guidelines clarifiant l'obligation des entreprises concernées de traiter les clients de manière équitable.

2 Banques et assurances

La Bank for International Settlements (BIS), accentue la recherche sur les monnaies numériques des banques centrales (CBDC) et la finance décentralisée (DeFi) – Selon un communiqué publié mardi, la BIS confirme son intention de poursuivre ses travaux sur les CBDC, les systèmes de paiement de nouvelle génération, le DeFi et la finance verte par le biais de son Innovation Hub en 2022. Le Centre d'innovation de la BRI est en pleine croissance et a créé des centres de recherche à Hong Kong, Londres, Stockholm, Singapour et en Suisse au cours des deux dernières années. Tous ces centres travailleront sur au moins un projet lié aux CBDC. Un projet londonien, par exemple, examinera comment les particuliers et les entreprises peuvent bénéficier du développement des CBDC, tandis qu'un second développera une plateforme supportant des applications avec des CBDC

de détail. Francesca Hopwood Road, qui travaillait auparavant pour la FCA, dirigera le centre de Londres.

Selon une enquête de la FCA, la compétition entre banques aurait augmenté ces dernières années, malgré l'impact financier de la pandémie – Le contexte économique, de taux bas, la dynamique d'innovation et les changements de comportements des consommateurs auraient permis d'accroître cette dynamique de baisse des prix en diminuant les parts de marché des groupes bancaires historiques. L'écart de rentabilité entre les grandes banques et les établissements challengers s'est réduit ces dernières années, probablement sous l'effet de la concurrence sur les prix des prêts hypothécaires. En sus, les éléments de la FCA suggèrent que la concurrence intense, en partie due au recours accru aux courtiers, a profité aux emprunteurs hypothécaires grâce à des taux d'intérêt plus bas.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international